



Déterminés jusqu'au retrait !

Les manifestations du 6 avril ont une fois de plus été nombreuses, et ont rassemblé dans les rues des grandes villes, mais aussi des petites, des jeunes, des travailleurs, des retraités. De quoi faire trépigner le gouvernement, pour qui tous les moyens sont bons pour décourager ceux qui luttent : lacrymos, gardes à vue, menaces judiciaires contre des grévistes... Mais force est de constater pourtant qu'après onze journées de mobilisation, le mouvement est encore bien vivant.

Ils en sont malades

La veille du 6 avril, l'intersyndicale s'était rendue à Matignon sur l'invitation de la Première ministre... pour en ressortir après une heure de réunion. Visite chez une Élisabeth Borne qui avait annoncé par avance qu'il n'y aurait pas le moindre espace pour une négociation, sans doute attendue par les directions syndicales. Mais le gouvernement essaye maintenant de temporiser : il veut respecter la « convalescence » des travailleurs qui auraient à avaler la pilule de la réforme. Pour l'instant les manifestants sont en pleine forme, c'est le gouvernement qui est malade de nous voir toujours dans la rue !

Face à l'opposition qui continue de s'exprimer, le gouvernement a choisi la stratégie de la matraque. S'il espérait peut-être au début compter sur l'encadrement du mouvement par les directions syndicales pour contenir la colère, ou simplement sur la lassitude, il a changé son fusil d'épaule. D'autant qu'en plus des journées d'action, les rassemblements spontanés de travailleurs en colère se sont multipliés après l'annonce du 49.3, avec des liens qui se tissent entre les secteurs en grève, qui se donnent mutuellement du courage pour continuer. D'où la peur du gouvernement des patrons, qui a durci la répression, les arrestations arbitraires, les réquisitions. Mais l'abus de pouvoir est parfois un peu trop visible : à Rouen, le tribunal administratif a décidé de suspendre les réquisitions de grévistes à la raffinerie TotalEnergies de Gonfreville-l'Orcher, et à Paris des interdictions de manifestations ont été annulées.

Une seule réponse : la mobilisation

Pendant que Borne fait face à la grande muraille des mobilisations, Macron préfère partir visiter la Chine. Voyage diplomatique dont on retient surtout une petite phrase du genre de celles qui attisent la flamme : « Quel est le taux de gréviste depuis quinze jours ? Il est à un niveau historiquement très faible.

[...] Qu'on n'aille pas m'expliquer que le pays est à l'arrêt... » Son mépris habituel pour les travailleurs masque mal le malaise du président face à trois mois de mobilisation sur les retraites, auxquels s'ajoutent les nombreuses grèves sur les salaires qui témoignent d'une ébullition dans divers secteurs du monde du travail. Ébullition dont le patronat et le gouvernement craignent plus que tout qu'elle se généralise. Car c'est bien cette propagation de la grève qui pourra faire mentir Macron. Il sait bien que la grève des éboueurs pourrait reprendre à Paris. Il sait bien que d'autres pourraient les suivre. Et il sait bien que la majorité de la population soutient toujours le mouvement.

Vendredi 14 avril, c'est au Conseil constitutionnel de donner son feu vert à cette loi. Il n'y a aucune illusion à avoir sur cette institution faite de vieux politiciens à la retraite. Pour mémoire, le dernier projet censuré par le Conseil était la proposition de taxer les très hauts revenus à 75 % sous le gouvernement Hollande. Le Conseil écarte les réformes quand on lui demande. C'est sous la pression que le mouvement réussit à mettre sur le gouvernement et le patronat que les « sages » du Conseil retoqueront peut-être deux ou trois éléments annexes, histoire de laisser entendre qu'on pourrait éviter le pire lors de l'application du projet de casse des retraites. Et Laurent Berger lui emboîte le pas, en annonçant sur BFM qu'il ne « remettra pas en cause la légitimité du Conseil constitutionnel »... Mais nos vies valent plus que la Constitution de la République !

Le 13, il faudra être encore plus nombreux que jeudi dernier en grève et en manifestation... Et le 14 on continue ! Si Macron et Borne n'ont pas compris, et font valider par le Conseil leur réforme déjà passée à coups de 49.3, la colère pourra monter encore d'un cran. Elle ira jusqu'au retrait !

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants :

Web Convergences Révolutionnaires ou Nouveaupartianticapitaliste.fr

Mail cr@convergencesrevolutionnaires.org

Imp.Spé.NPA



SCAN ME

Non à la réforme des retraites, et non au TI

Dans les deux cas, les patrons allongent notre temps de travail, pour gonfler leurs profits. C'est non !

Jeudi dernier dans la rue, et le 16 on continue

Il y avait encore 500 manifestants dans les rues de Melun, et plus encore dans 370 autres villes de France. Cette réforme, personne n'en veut. Sans illusions sur le Conseil Constitutionnel – pour défendre les retraites, s'en remettre à Jupé qui les avait attaquées en 1995 ?! – il y aura de nouveau des étudiants, des salariés et des retraités jeudi prochain dans les rues et en grève.

Le gouvernement l'a fait, la grève peut le défaire !

La loi a été votée, mais ça ne veut pas dire qu'elle sera appliquée. En 2006, le gouvernement avait voulu imposer avec le CPE une autre attaque contre le monde du travail, et on l'avait fait reculer. Rien ne sera joué tant qu'il y aura des salariés pour lutter.

Démocratie mon œil

Pour celles et ceux qui avaient encore des doutes, l'illusion est dissipée. Un 49-3 contre l'ensemble des travailleuses et travailleurs qui ne veulent pas bosser deux ans de plus, c'est la preuve que le gouvernement ne sera jamais de notre côté, mais toujours de celui des patrons.

Notre Santé

Les rues de Melun étaient déjà dures pour le dos, les Iveco n'arrangent rien. Dans d'autres dépôts, des collègues qui les pratiquent aussi ont dû s'arrêter à cause de problèmes de genoux.

On aimerait conduire en Théorie...

... parce qu'en théorie tout va bien, mais dans les rues de Melun et autour, c'est plus compliqué. Des haut-le-pied impossibles, des battements fantômes, pas le temps d'aller aux toilettes... Pour nous comme pour les usagers, ça ne va pas.

Du temps perdu

Certains collègues se sont fait convoquer avec recommandé pour des passages en avance, alors qu'INEO perd parfois le sens du temps.

La direction ne perd pas sa manie de nous convoquer pour rien.

Qualité de marketing

Sur Twitter, Transdev lance une campagne #QualitédeService. Beaucoup de photos souriantes et de vocabulaire ronflant, mais surtout beaucoup de vent. Ils revendiquent la ponctualité des bus, mais on est bien placés pour savoir que c'est impossible. Ils prétendent fournir une information usagers fiable, mais nos collègues du kiosque sont à deux doigts de se reconverter dans la pêche... aux infos. Et les rampes PMR qui ne fonctionnent pas...

#CestlaHonte.

Service en carton

Sur la E, ça fait plus de six mois qu'il y a une déviation à la Cartonnerie. Les clients nous demandent jusqu'à quand ça va durer.

#QualitédeService

Faire son métier en toute sécurité

Un de nos collègues s'est fait agresser la semaine dernière. On n'a pas été prévenus en temps réel, et il n'y a pas eu de déviation de ligne, ce qui aurait été la moindre des choses.

Augmenter les salaires, pas l'âge de la retraite !

Le prix du gaz baisse sur les marchés internationaux, mais pas sur les factures. Face à l'offensive inflationniste contre nos conditions de vie, il faut des augmentations de salaire !

Vive la grève de la SIVOM !

Les collègues éboueurs des environs de Combs-la-Ville sont en grève depuis le 30 mars. Ils revendiquent 9 % d'augmentation, et invitent qui veut les soutenir à passer sur leur piquet.

Ils nous empoisonnent la vie

Littéralement : plus du tiers de l'eau potable en France est contaminée aux pesticides. Les Antilles connaissent cette histoire depuis longtemps, avec le chlordécone, utilisé alors que sa toxicité était connue, car les capitalistes ont toujours soif... de profits.

#BeMoreFrench

Apparu de manière humoristique au sujet de Français dînant à la chandelle de feux de poubelle, le hashtag est devenu viral sur les réseaux au Royaume-Uni, dans un contexte de grèves intenses pour les salaires. Nous avons tout intérêt à nous inspirer de nos luttes respectives : chaque lutte peut nous donner la confiance que nous pouvons gagner – en France et au-delà !

HISTORIQUE

413 MILLIARDS D'EUROS POUR LE BUDGET DES ARMÉES

